

Dans la plupart des villes de l'Ouest du pays, on peut voir des panneaux invitant les industries à venir s'y établir et indiquant que l'énergie y est abondante et bon marché.

Supposons que le prix du pétrole brut canadien passe à \$11.70 dans l'ouest de l'Ontario et que celui du gaz naturel soit doublé ou même triplé. Quelques-unes de ces industries ne pourraient peut-être plus faire la concurrence sur les marchés d'exportation et j'entends déjà nos vis-à-vis demander au ministre de l'Industrie et du Commerce quelles mesures il songe à prendre à ce sujet. Ce n'est pas juste, à mon avis. S'il y a des députés qui s'intéressent vraiment à ces industries dans leurs circonscriptions, il me semble qu'ils devraient dire à leurs collègues de leur parti qu'il importe d'adopter le bill.

Je pense aussi que la tâche des représentants des provinces Maritimes doit être difficile en ce qui concerne leur conscience quand ils considèrent ce Bill. Si le prix du pétrole brut passe à \$11.70, cela aura sans doute des répercussions sur l'industrie et l'emploi dans les Maritimes. Si nous rejetons ce bill, bien des gens des Maritimes risquent de perdre leur emploi. Si les députés ont été élus, je ne crois pas que ce soit pour faire systématiquement obstruction à un bill qui servirait les intérêts de tous les Canadiens. Les citoyens des provinces de l'Atlantique qui nous ont envoyé certains conservateurs attendent, j'en suis sûr, davantage de leur part. Le député de Saint-Jean-Est, le défenseur du consommateur du parti conservateur, nous présente chaque jour de sincères doléances au nom des consommateurs. Qu'aurait-il dit si le prix du gaz et du fuel domestique avaient subi une forte hausse? Il aurait demandé la tenue d'une enquête parlementaire. Mais pourquoi ne se lève-t-il pas pour dire que ce bill sert les intérêts du consommateur canadien?

● (1550)

Je répète que le gouvernement ne s'oppose pas pour toujours à un blocage des prix du pétrole brut de l'Ouest. Il s'est engagé à faire de son mieux et il a entamé des pourparlers avec les provinces productrices en vue d'augmenter graduellement le prix du gaz naturel, mais il faut pour cela une entente entre les régions consommatrices et productrices. Au cas où les négociations aboutiraient à une impasse, il serait nécessaire de faire intervenir un médiateur. J'aimerais dire aux députés de l'Est qui sont en face qu'ils n'ont aucune raison de plaindre les compagnies pétrolières multinationales. Ces compagnies ont réalisé des millions et des millions de dollars de profits grâce aux ressources du Canada. Le ministre des Finances leur a accordé autant...

Une voix: Qui a dit cela?

M. Milne: ... de concessions fiscales qu'aux autres secteurs industriels du Canada. Si vous tenez à les avantager sur le plan fiscal par rapport aux autres industries du Canada, et ce aux frais de vos commettants, c'est votre droit, mais c'est là ce que ce bill veut éviter. En terminant, monsieur le président, j'aimerais demander aux députés d'en face d'y penser à deux fois avant de faire de l'obstruction au bill à l'étude. Les députés de l'Ontario et de l'Est du Canada ont le plus à perdre. Le 8 juillet, les électeurs se préoccupaient de l'énergie dans l'Est du Canada, comme aussi peut-être de la façon dont ils étaient représentés: aussi, certains sièges ont changé. Les électeurs ne sont pas favorablement impressionnés par le parti qui bloque un bill, et ils ont une mémoire d'éléphant.

Chose intéressante, le premier ministre de l'Ontario et son ministère de l'Énergie se soucient davantage des inté-

Administration du pétrole—Loi

rêts des citoyens de l'Est du Canada que ne le font les députés élus à la Chambre des communes. Le premier ministre de l'Ontario a suffisamment de problèmes, de soucis à lui, il me semble, sans avoir à plaider la cause de l'Est du Canada à ce sujet-là aussi. Seulement deux des 25 députés conservateurs de l'Ontario on pris la parole au cours du débat sur ce bill. Les autres ont tout le temps laissé parler des députés de l'Ouest; de plus, les deux députés en question n'ont pas pris position. Ils devraient faire consigner leurs réticences au compte rendu; c'est une question de justice envers leurs commettants.

Le gouvernement fédéral compte consulter les gouvernements provinciaux quant au prix qu'il fixera pour le gaz naturel, afin de s'assurer que les producteurs reçoivent quelque chose et de ne pas les mettre devant le fait accompli. Les députés d'en face devraient se demander vraiment comment les entreprises et l'agriculture pourraient faire face à une augmentation soudaine du prix de l'énergie dans leur circonscription. L'opposition officielle a dit carrément qu'elle ferait obstruction à ce bill. Je pense pouvoir dire au nom du gouvernement que ce bill est important pour la plupart des Canadiens et que nous sommes prêts à le défendre jusqu'au bout, malgré l'opposition, parce qu'il doit absolument être adopté: voilà l'importance que nous lui accordons, monsieur le président.

M. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): Monsieur le président, l'orateur précédent a parlé d'obstruction systématique contre le bill. Cette mesure législative est très importante et la menace que le prix du pétrole et du gaz doublera si elle n'est pas adoptée rapidement ne m'empêchera pas d'en discuter. Tout d'abord, il y a l'entente que les provinces maintiendront le prix à \$6.50 jusqu'à la fin de juin, de telle sorte qu'une partie de la structure des prix est déjà établie. Ce qui m'inquiète, c'est que le ministre de l'Énergie, de Mines et des Ressources répète que le prix finira par rejoindre le prix international. Voilà ce qui devrait préoccuper le député, et non le bill. L'adoption du bill donnera simplement effet à la structure des prix qui existe depuis un certain temps et qui persistera à cause de l'accord conclu avec les provinces.

A l'occasion du débat sur le budget, j'ai déclaré qu'il serait sage pour le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources de ne pas saisir de ce bill le Chambre des communes ni le comité plénier avant les entretiens qu'aura le ministre des Finances les 9 et 10 décembre. Je le crois encore. D'ici à ce qu'aient eu lieu ces entretiens entre le ministre des Finances et ses homologues provinciaux pour voir si l'on ne pourrait pas trouver d'issue à l'impasse dans laquelle nous sommes, il va être très difficile de faire l'accord sur le bill.

J'ai exposé la position de notre parti lorsque le bill a été déposé à la Chambre. Le parti néo-démocrate appuyait le bill parce qu'il a foi en un système de double prix et en une taxe à l'exportation. Notre parti estime que les recettes de la taxe à l'exportation devraient servir à compenser pour le prix que nous devons payer le pétrole que nous importons, de manière à établir un prix uniforme pour le pays. Le produit de cette taxe laissé en surplus dans la caisse devrait être transféré à une caisse de capitalisation dont, soit la province, soit le gouvernement fédéral pourrait se servir pour prospecter de nouveaux gisements pétroliers. Il ne fait pas de doute cependant que depuis la présentation de cette mesure législative nous soyons entraînés dans un nouveau cirque politique.